

Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale : l'opinion des Français en 2021

Focus sur les aspirations vis-à-vis de notre
modèle de société.

RAPPORT FINAL

Oct.
2021



EXPERTISES

REMERCIEMENTS

Patrick Jolivet (ADEME), Anaïs Rocci (ADEME).

CITATION DE CETTE NOTE DE SYNTHÈSE

ADEME, CREDOC (Charlotte Millot, Jörg Müller), 2021, Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale : l'opinion des Français en 2021. Focus sur les aspirations vis-à-vis de notre modèle de société, 19p.

Cette note de synthèse est disponible sur <http://www.ademe.fr> et <http://www.credoc.fr>

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Ce document est diffusé par l'ADEME

ADEME

20, avenue du Grésillé
BP 90 406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat : 2020002160

Étude réalisée pour le compte de l'ADEME par : CREDOC
Coordination technique - ADEME : Anaïs Rocci,
Direction : Direction Exécutive Prospective et Recherche

SOMMAIRE

RESUME.....	4
1.UNE « SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE SOCLE » S'INSTALLE.....	5
2.DES ATTENTES FORTES ENVERS LES POUVOIRS PUBLICS EN TERMES DE SERVICES PUBLICS, DE RELOCALISATION ET D'ACTION ENVIRONNEMENTALE.....	7
3.FISCALITE : L'ATTENTE D'UN SYSTEME PLUS JUSTE PERDURE ET LE CONSENTEMENT A PAYER DES TAXES AFFECTEES A L'ENVIRONNEMENT PROGRESSE LEGEREMENT	10
4.LE SOUTIEN A L'INTRODUCTION D'UNE TAXE CARBONE RESTE STABLE	12
5..... LE SOUHAIT LARGEMENT PARTAGE D'UNE SOCIETE PLUS JUSTE ET PLUS ECOLOGIQUE... MAIS PEU D'ESPOIR DE LA VOIR ADVENIR A COURT TERME	14

Résumé

Cette note de synthèse présente les résultats des questions insérées par l'ADEME dans le dispositif d'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC. L'enquête a été menée en janvier 2021. Des points de comparaison avec les enquêtes précédentes ont été établis et certaines comparaisons longitudinales remontent en historique jusque dans les années 1980/1990.

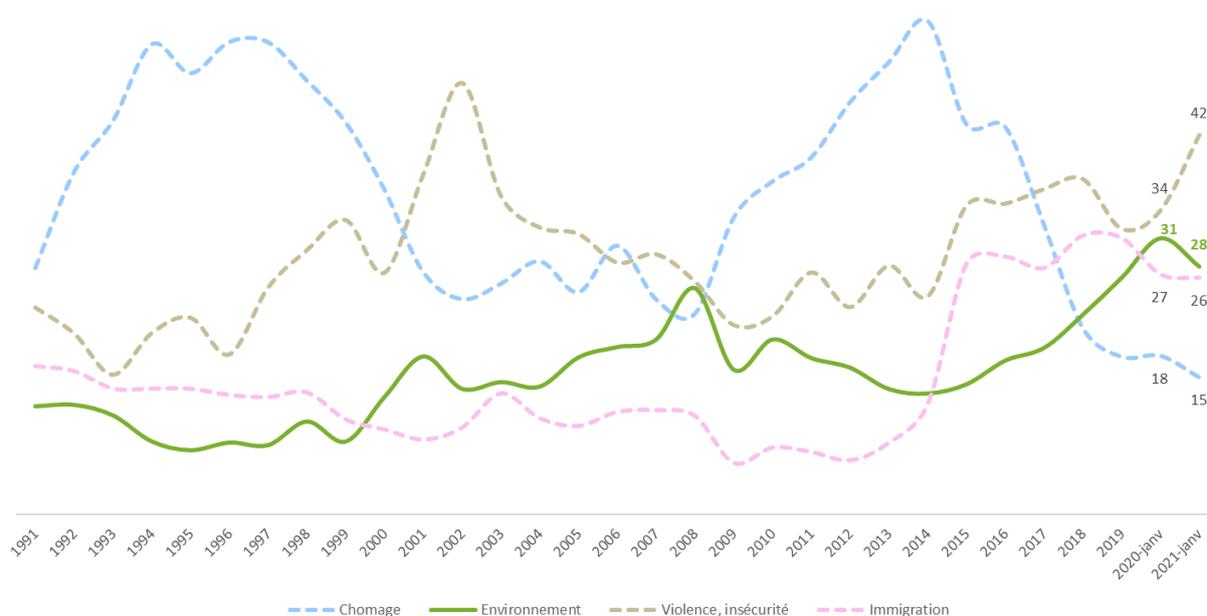
En résumé, les préoccupations environnementales reculent légèrement par rapport à l'année précédente, mais restent parmi les sujets qui inquiètent le plus nos concitoyens. Pour le moment, les préoccupations économiques, qui passent habituellement au premier plan en temps de crise, restent moins élevées que les préoccupations environnementales. Par rapport à la période pré-crise sanitaire, le consentement à payer des taxes dédiées à la protection de l'environnement ou une taxe carbone progresse régulièrement depuis janvier 2020. Au total, 61% de la population se prononce en faveur d'une taxe carbone sous conditions (60% début 2020). Globalement, la population souhaite que les pouvoirs publics agissent : 81% souhaitent que les mêmes moyens soient déployés pour la lutte contre le réchauffement climatique que pour la lutte contre le COVID-19 (77% en mai 2020). Et parmi les objectifs assignés aux pouvoirs publics pour la sortie de crise, la relocalisation et la réduction des impacts de l'homme sur l'environnement font partie du trio de tête, avec le renforcement des services publics. L'arbitrage entre règles collective de protection de l'environnement et préservation des libertés individuelles divise : la moitié de la population estime que des règles doivent encadrer les comportements nocifs pour l'environnement, même si c'est au détriment des libertés individuelles et la même proportion pense que les libertés individuelles doivent primer.

Début 2021, les trois-quarts des Français jugent que la société doit se transformer de manière importante. Et lorsqu'il s'agit d'esquisser une société « idéale », les Français sont très largement en faveur d'une société moins inégalitaire, plus démocratique et écologique, mais ont peu d'espoir de la voir advenir à moyen terme.

1. Une « sensibilité environnementale socle » s’installe

Un an après le début de la crise sanitaire, les préoccupations environnementales restent élevées. Elles reculent légèrement (-3 points) mais restent en deuxième position avec 28% de personnes plaçant la dégradation de l’environnement dans leurs deux préoccupations principales parmi une liste de 11 sujets. Elles se classent toujours derrière les préoccupations pour la violence et l’insécurité (42%, +9 points par rapport à janvier 2020)¹, mais continuent à dépasser les inquiétudes relatives au chômage. Plus en détail, parmi différentes thématiques touchant à l’environnement, le réchauffement de la planète inquiète particulièrement : 39% jugent qu’il s’agit du problème environnemental le plus préoccupant, devant les catastrophes naturelles (35%) et la disparition de certaines espèces végétales ou animales (29%).² Il convient de noter que depuis une dizaine d’années, les catastrophes naturelles occupent une place croissante parmi les préoccupations environnementales (+15 points depuis 2007). Il faut dire que les phénomènes se multiplient. L’année 2020 a par exemple été la plus sèche jamais enregistrée par Météo France. Un nombre record de tempêtes nommées dans l’Atlantique a également été atteint.

Graphique 1 – Les préoccupations environnementales diminuent légèrement mais restent parmi les principales préoccupations des Français
Parmi les sujets suivants*, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? – quatre premiers sujets choisis parmi une liste de 11



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

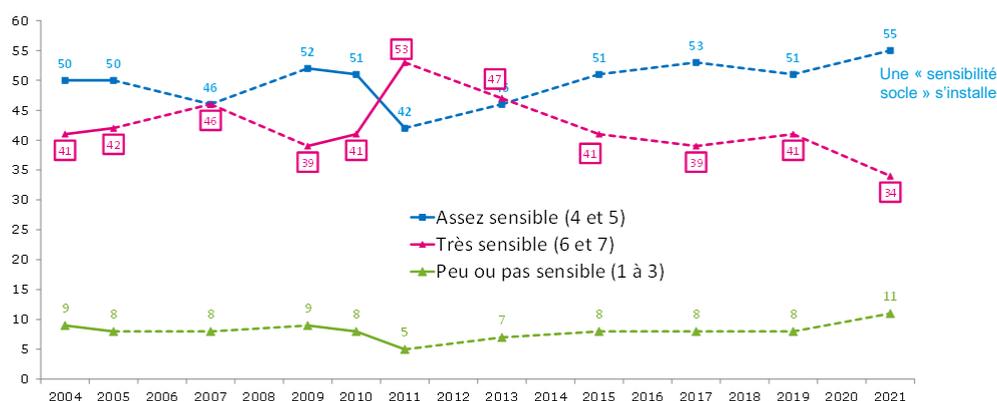
*Parmi 11 sujets : le chômage, la dégradation de l’environnement, les maladies graves, la pauvreté en France, la pauvreté dans le monde, la drogue, la violence et l’insécurité, les tensions internationales, les conflits sociaux, l’immigration, l’Europe.

¹ La préoccupation à l’égard de la violence et de l’insécurité enregistre une forte hausse depuis un an, alors que les inquiétudes relatives au sujet pour soi ou ses proches (agressions dans la rue, terrorisme...) restent stables et que les chiffres du ministère de l’Intérieur font plutôt état d’une baisse de la criminalité en 2020, sous l’effet des confinements. Le contexte pré-électoral (élections régionales de 2021, élections présidentielles de 2022), période pendant laquelle la thématique sécuritaire est traditionnellement mise en avant par les hommes et femmes politiques et par les médias, pourrait expliquer cette progression.

² Source : Enquête CREDOC/SDES, janvier 2021.

Depuis le début des années 90, les préoccupations pour l'environnement sont contracycliques par rapport aux évolutions économiques : le regard de la population se porte vers la menace climatique lorsque la situation économique s'améliore. Mais cette fois, la baisse relative des préoccupations environnementales ne s'accompagne pas d'une plus grande inquiétude sur le plan économique (chômage, -2 points; pauvreté en France, stable ou pauvreté dans le monde -1 point). Le regard que portent nos concitoyens sur l'évolution de la situation économique n'est pourtant pas optimiste. Plus de sept Français sur dix anticipent par exemple une dégradation du marché du travail et 44% d'entre eux estiment que leur niveau de vie personnel va être amené à se dégrader au cours des cinq prochaines années. Notons que ces perceptions individuelles sont accompagnées par des indicateurs macro-économiques indiquant une nette dégradation. En octobre 2020, le nombre d'allocataires du RSA atteignait plus de deux millions, soit une hausse de 8,5 points par rapport à octobre 2019. Parallèlement, la situation financière des ménages continue de se dégrader à court terme. En janvier 2021, 26% des Français estiment que la situation financière de leur foyer s'est dégradée au cours des trois derniers mois. Dans ce contexte d'incertitude et de détérioration des indicateurs économiques, les préoccupations environnementales qu'elles soient climatiques, dirigées vers la préservation de la biodiversité ou vers les catastrophes naturelles persistent. Toutefois, on observe des évolutions dans la sensibilité à l'environnement. Alors que l'indicateur des personnes hautement sensibles à l'environnement décroche, probablement parce que leur attention est captée par d'autres sujets plus immédiats, une « sensibilité socle » se sédimente dans l'opinion publique. En ce début 2021, une majorité de Français se considèrent « assez sensible » à l'environnement (55%, +4 points par rapport à 2020). Cet indicateur est ainsi au plus haut depuis son introduction en 2004.

Graphique 2 - Proportion de personnes se déclarant sensibles à l'environnement
Regroupement des positions (en %)

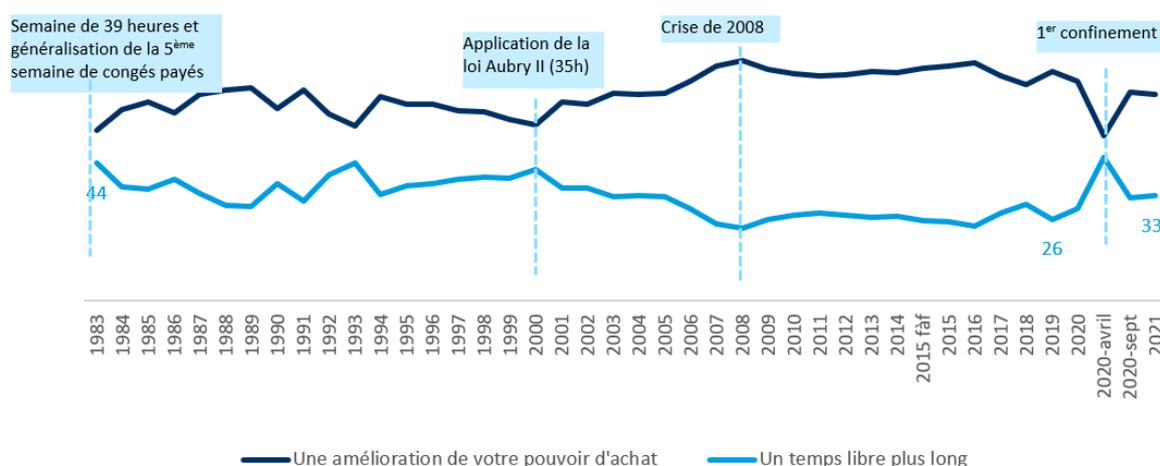


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Lecture : En 2021, 55% des Français se disent « assez sensibles » (notes 4 et 5/7) à l'environnement, contre 51% en 2019.

Parallèlement à l'installation de cette sensibilité environnementale socle, quelques signaux pourraient indiquer une érosion de l'envie de consommer. Tout d'abord, le sentiment de restriction financière atteint un niveau historiquement bas : en janvier 2021, 44% des Français déclarent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget, contre 56% en janvier 2020, avant le début de la crise sanitaire. Depuis 1979 que nous mesurons cet indicateur, ce taux n'avait jamais été aussi bas. Un autre indicateur va dans ce sens. L'arbitrage entre pouvoir d'achat et temps libre est, depuis la crise économique de 2008, largement en faveur du pouvoir d'achat. Le premier confinement avait clairement redistribué les cartes, avec une forte augmentation de souhait de disposer de plus de temps libre, au détriment du pouvoir d'achat. Il faut dire qu'une partie de la population a apprécié le mode de vie « au ralenti » expérimenté pendant cette période. En janvier 2021, le souhait de disposer de plus de pouvoir d'achat a progressé mais ne retrouve pas son niveau d'avant crise sanitaire et se situe 10 points en dessous de son niveau de 2016.

Graphique 3 – Quelle est votre préférence entre... (en %)



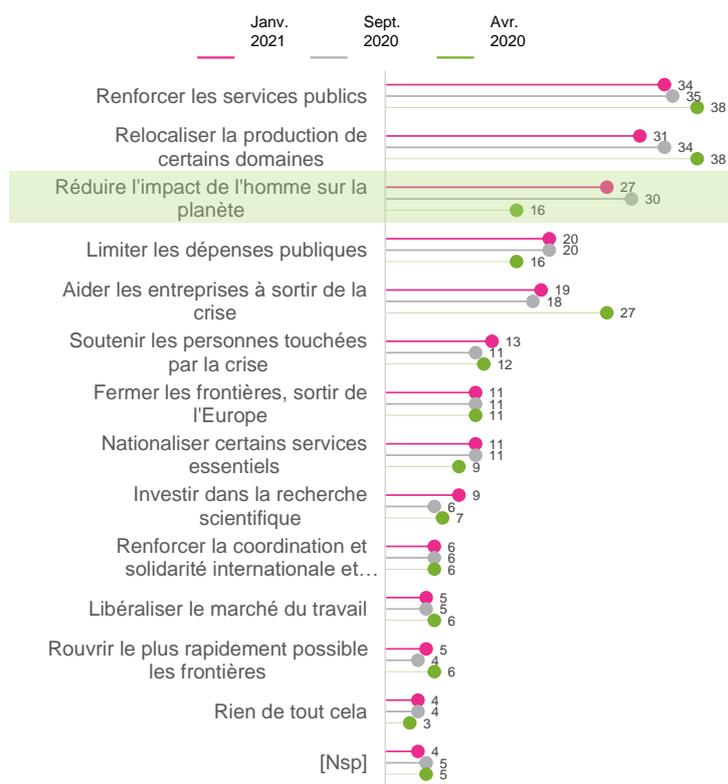
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».
 Champ : Ensemble des actifs de 15 ans et plus

2. Des attentes fortes envers les pouvoirs publics en termes de services publics, de relocalisation et d'action environnementale

Face à un sentiment d'insécurité lié au vécu de la crise sanitaire et économique, les Français réclament un « Etat fort » et un renforcement des politiques publiques et sociales afin d'anticiper ou de protéger au mieux les populations et de limiter les risques éventuels, qu'ils soient sanitaires, économiques ou encore environnementaux. Ainsi, au début de la crise sanitaire en mai 2020, **65% des Français considéraient que l'Etat doit anticiper et préparer au maximum le pays à toutes les menaces même si cela doit augmenter les dépenses et les impôts.**

Dans le palmarès des domaines d'action prioritaires pour l'Etat à la sortie de la crise, **la réduction de l'impact de l'homme sur la planète talonne désormais le renforcement des services publics, thématique systématiquement prioritaire depuis le début de la crise sanitaire**, et la question de la relocalisation de la production dans certains domaines, vivement débattu pendant la crise sanitaire. Ainsi, **plus d'un quart des Français (27%) souhaitent que les pouvoirs publics s'engagent en priorité dans la voie de la maîtrise et la réduction des effets de l'homme sur la planète, ce domaine d'action gagne 11 points par rapport au début de la crise en avril 2020.** Et dans un contexte où le niveau des dépenses publiques inquiète une partie des Français, l'aide aux entreprises est jugée bien moins prioritaire que neuf mois plus tôt – une probable conséquence des plans d'aide, tandis que le renforcement des services publics reste le domaine le plus choisi.

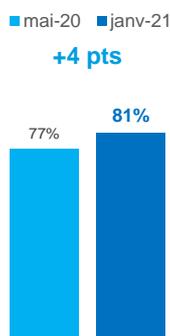
Graphique 4 – A votre avis, parmi cette liste, quelles devraient être les deux priorités du gouvernement après la crise sanitaire (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Dans l'ensemble, les Français plébiscitent une action forte et sans concessions contre le réchauffement climatique de la part des pouvoirs publics. 81% (+4 points par rapport à mai 2020) souhaitent que la lutte contre le réchauffement climatique mobilise autant de moyens que la lutte pour contrer la crise sanitaire.

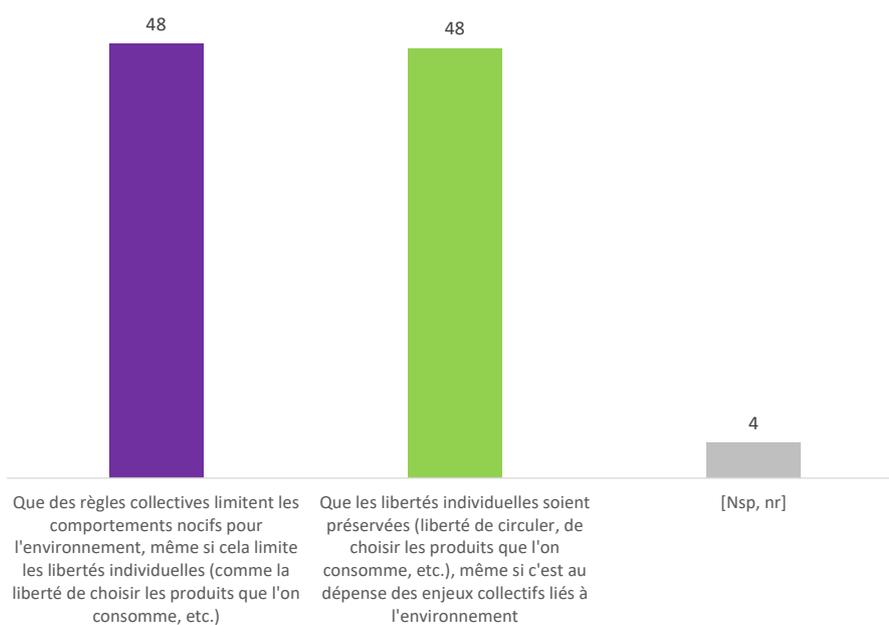
Graphique 5 – Les pays du monde entier mobilisent actuellement des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique ? (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Si les Français partagent très largement le constat de la nécessité d'agir rapidement et de manière significative, ils sont plus partagés sur la manière dont ces politiques doivent être conduites. **La question de l'arbitrage entre règles collectives et protection des libertés individuelles divise.** 48% des Français approuvent l'idée selon laquelle des règles collectives doivent être mises en place pour limiter les comportements individuels nocifs pour l'environnement. Cette vision est particulièrement partagée par les cadres et professions intermédiaires (55%), les diplômés du supérieur (53%) mais aussi par les Français les plus préoccupés par la dégradation de l'environnement (66%) ou ceux se déclarant favorables à une taxe carbone (68%). A l'inverse, une proportion identique de Français (48%) estime que la préservation des libertés individuelles doit prévaloir sur la défense d'enjeux collectifs liés à l'environnement. Une préférence davantage partagée par les personnes disposant des revenus les plus modestes (51% des bas revenus), par les personnes les moins préoccupées par l'environnement (54%) et par les opposants à une taxe environnementale (55%). Par ailleurs, les personnes qui estiment que pour bien fonctionner, la société a besoin de « beaucoup plus d'ordre » sont plus favorables à des règles limitant les comportements nocifs. Sur l'échelle politique, plus les personnes se positionnent à gauche sur l'axe des opinions, plus elles sont favorables aux règles collectives. A titre de comparaison, dans le domaine sanitaire, l'opinion est légèrement plus favorable à un encadrement des comportements individuels : 63% de nos concitoyens estiment qu'il « est plus important que l'Etat protège la santé des citoyens », contre seulement 34% qui jugent qu'il « est plus important que l'Etat rétablisse les libertés individuelles »³, un autre signe de l'attente majoritaire d'un Etat fort, qui protège la population des risques.

Graphique 6 – Selon vous la priorité c'est... ? (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », janvier 2021.

³ En réponse à la question « Aujourd'hui, diriez-vous plutôt qu'il est plus important que l'Etat protège la santé des citoyens, même si cela diminue les libertés de chacun ou qu'il est plus important que l'Etat rétablisse les libertés individuelles », posée dans l'enquête Conditions de vie en janvier 2021.

3. Fiscalité : l'attente d'un système plus juste perdue et le consentement à payer des taxes affectées à l'environnement progresse légèrement

Les Français entretiennent de longue date une relation conflictuelle avec la question fiscale. Préconisant à la fois un renforcement des services publics et des politiques en faveur de l'environnement, ils ont dans le même temps le sentiment d'être perdants de la redistribution socio-fiscale. Ainsi, en janvier 2021, près de trois quarts des Français ont l'impression qu'entre ce qu'ils versent aux administrations publiques via des impôts, des taxes ou encore des cotisations sociales, et ce qu'ils reçoivent en retour, ils sont « plutôt perdants ». Cette vision négative des mécanismes redistributifs n'a pas évolué depuis plusieurs années : 73% en 2014 contre 74% en 2021. Afin de rendre la fiscalité plus juste, plusieurs pistes sont envisagées : 29% préconisent une taxation accrue des hauts revenus (+1pt par rapport à 2020), tandis qu'une proportion identique propose que l'impôt sur le revenu soit élargi à toute la population (+3pts). 24% envisagent de leur côté la suppression des niches fiscales alors que seulement 17% s'opposent à toute nouvelle charge fiscale et préconise plutôt une diminution des impôts et des taxes (-3pts). Le niveau de revenu est particulièrement discriminant dans les choix qui sont réalisés. Les personnes disposant des revenus les plus confortables optent plus souvent pour l'élargissement de l'impôt à tous (52% des hauts revenus, 39% des classes moyennes supérieures), alors que la plus grande taxation des hauts revenus a la faveur des personnes plus contraintes financièrement (36% des bas revenus, 33% des classes moyennes inférieures). Les hauts revenus sont les moins favorables à la suppression des niches fiscales (19%), tandis que les bas revenus sont les plus nombreux à penser qu'il y a de manière générale trop de taxes (24%). Cette dernière idée selon laquelle il y aurait trop de taxes est plus largement partagée par les femmes que par les hommes (respectivement 20% et 13%) et plus répandue chez les moins de 40 ans (21% des moins de 25 ans, 23% des 25-49 ans, contre seulement 15% des plus de 60 ans et 13% des 40-59 ans). **La question de l'évasion fiscale est plus consensuelle : 73% des Français considèrent que l'Etat n'agit pas assez dans ce domaine.**

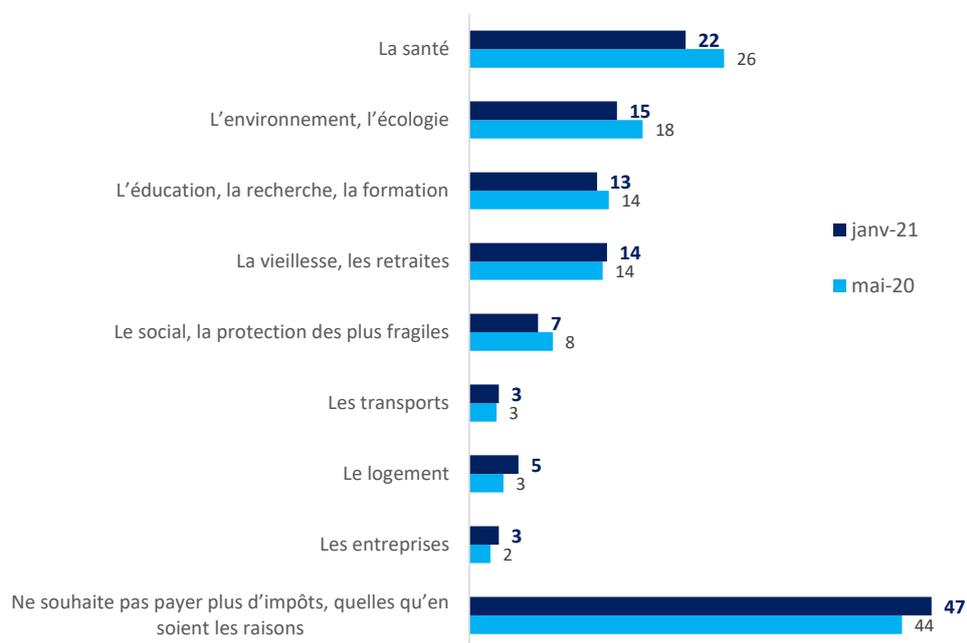
Graphique 7 – Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et efficace ? (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Dans l'hypothèse d'une augmentation d'impôts pour financer l'action publique dans différents domaines, près de quatre Français sur dix seraient prêts à payer plus d'impôts pour la santé et l'environnement. Les cadres et les personnes caractérisées par une très forte sensibilité à l'environnement sont plus nombreux à citer l'environnement comme domaine privilégié de l'affectation des recettes fiscales. En termes d'évolution, on observe, plus en détail, un resserrement entre les différentes catégories notamment entre les générations et les niveaux de revenu.

Graphique 6 – Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêt à payer plus d'impôt ? (en %)

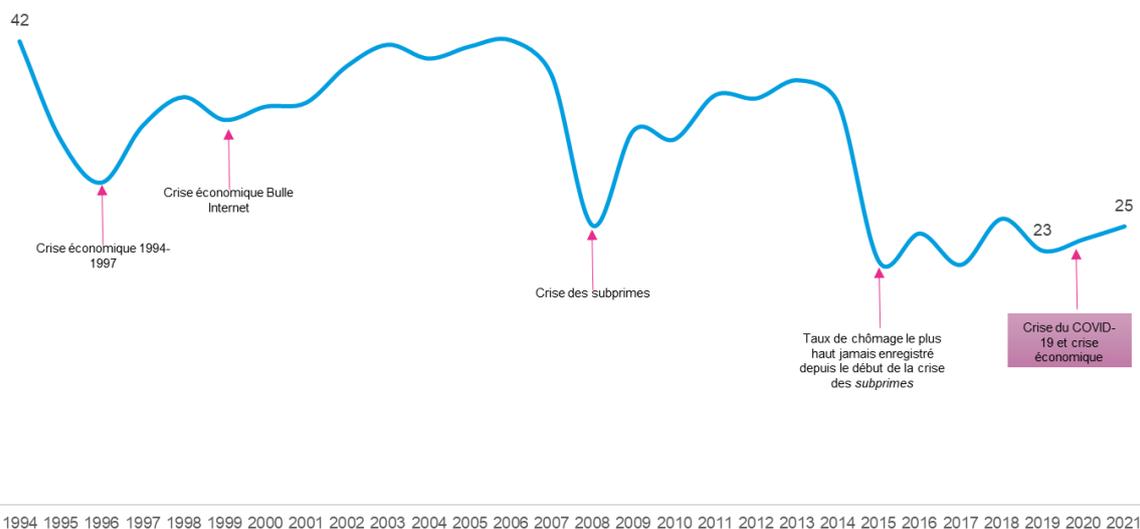


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Le soutien à l'instauration d'une fiscalité environnementale dépend traditionnellement des cycles économiques et sociaux. Force est de constater que chacune des grandes crises économiques des dernières trente années a freiné la disposition de nos concitoyens à payer une taxe directement liée à la défense de l'environnement⁴. Cette fois, malgré le contexte économique peu favorable et la crise sanitaire qui se poursuit, le soutien à une taxe environnementale progresse. En janvier 2021, 25% des Français se déclarent prêts à payer une telle taxe, contre 24% en janvier 2020 ou encore 23% par rapport à 2019, soit une progression de +1 et +2 points respectivement. Pour la première fois, la crise économique s'accompagne d'une hausse de la propension à contribuer via une taxe à la protection de l'environnement, au lieu de la faire reculer.

⁴ S'agissant de la fiscalité environnementale, l'enquête conditions de vie et aspirations du CREDOC pose deux questions distinctes : une première question avec une formulation générale sur l'introduction d'**une taxe en faveur de l'environnement** : « Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement ? », et une deuxième portant plus spécifiquement sur l'introduction d'**une taxe carbone** : « Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ? ».

Graphique 8 – Pour lutter contre la dégradation de l'environnement, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement (% de « Oui »)

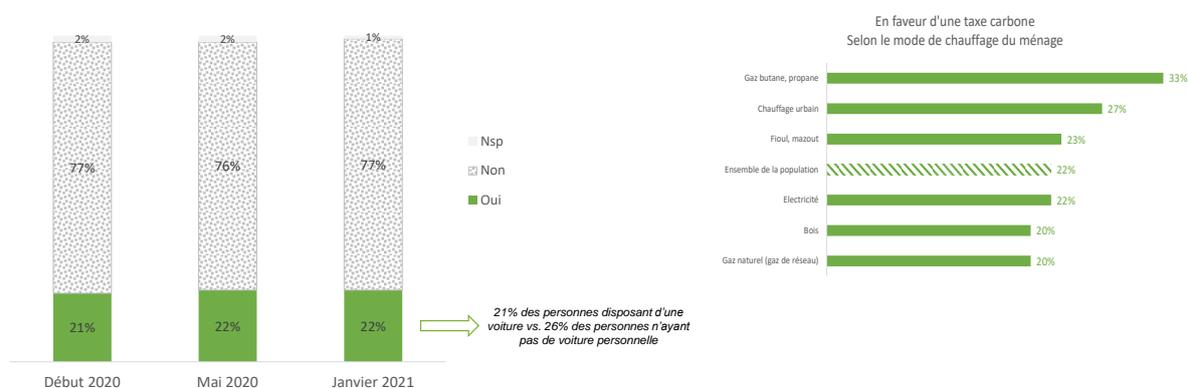


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

4. Le soutien à l'introduction d'une taxe carbone reste stable

Comme pour la taxe environnementale, le soutien à une taxe carbone reste stable sans être particulièrement entravé par la crise sanitaire et économique. En janvier 2021, **22% de la population accepterait de payer une taxe spécifique sur les énergies fossiles**, dite « taxe carbone », un chiffre en très légère progression par rapport à janvier 2020.

Graphique 9 – Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ?



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

Le soutien à l'introduction d'une taxe carbone reste très prononcé chez les jeunes (34%, -1 point par rapport à janvier 2020), les cadres 33% (+2) et les étudiants (36%, -3). Les personnes n'ayant pas de voiture personnelle se disent davantage favorables (26%) à cette idée que celles disposant d'une voiture (21%) bien que cette différence soit ténue. Enfin, les habitants des grandes agglomérations sont les plus

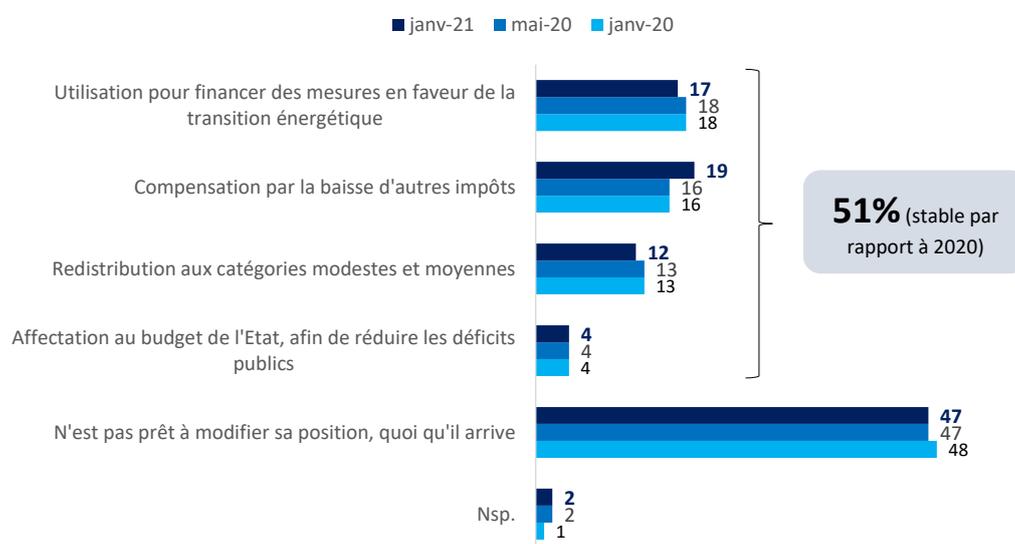
favorables (39% en agglomération parisienne, 31% dans les autres agglomérations de plus de 100 000 habitants, contre seulement 25% dans les communes rurales et 27% dans les agglomérations de moins de 100 000 habitants). Il semble enfin que les représentations associées à la taxe carbone restent très marquées par l'idée d'une taxe sur les carburants automobiles et éventuellement sur les carburants aéronautiques. Par exemple, l'énergie de chauffage utilisée dans le logement semble décorrélée du soutien à la taxe carbone : 33% des personnes se chauffant au gaz butane/propane et 23% des ménages chauffés au fioul/mazout soutiennent l'introduction d'une taxe carbone, soit davantage qu'en moyenne.

Savoir à quelle fin sont utilisés les impôts et les taxes est un facteur important de leur acceptation. Interrogés sur quatre possibilités d'affectation, les Français optent le plus souvent (25%, -2 points par rapport à 2020) pour une utilisation des **recettes de la taxe carbone pour des mesures en faveur de la transition énergétique**. Le soutien à cette idée est mécaniquement plus fort chez les partisans de l'introduction d'une taxe carbone : 53% (-6 points) choisissent cette option.

A cet égard il est notable que la majorité des opposants à l'introduction d'une taxe carbone changeraient d'avis si l'on conditionnait son introduction à une affectation spécifique des recettes fiscales. Par exemple, 19% des personnes initialement défavorables changeraient d'avis si on utilisait la taxe carbone pour compenser d'autres impôts revus à la baisse. Ou encore, 17% des adversaires d'une taxe reviendraient sur leur décision, s'ils pouvaient être assurés d'une affectation de ces nouvelles recettes fiscales au financement des mesures de la transition énergétique. **Dans l'ensemble, une proportion stable de 51% des opposants initiaux changeraient d'avis sous condition.**

Au total, en cumulant les personnes d'emblée favorables à la mesure et celles prêtes à changer d'avis, c'est 61% de la population qui accepterait la mise en place d'une taxe carbone (22% sans condition, 39% seraient prêts à changer d'avis sous condition), soit un chiffre comparable à celui de mai 2020 (progression de +1 point).

Graphique 10 – Seriez prêt à modifier votre position si... (en %)
Champ : Personnes se déclarant défavorables à l'introduction d'une taxe carbone (n=2324)



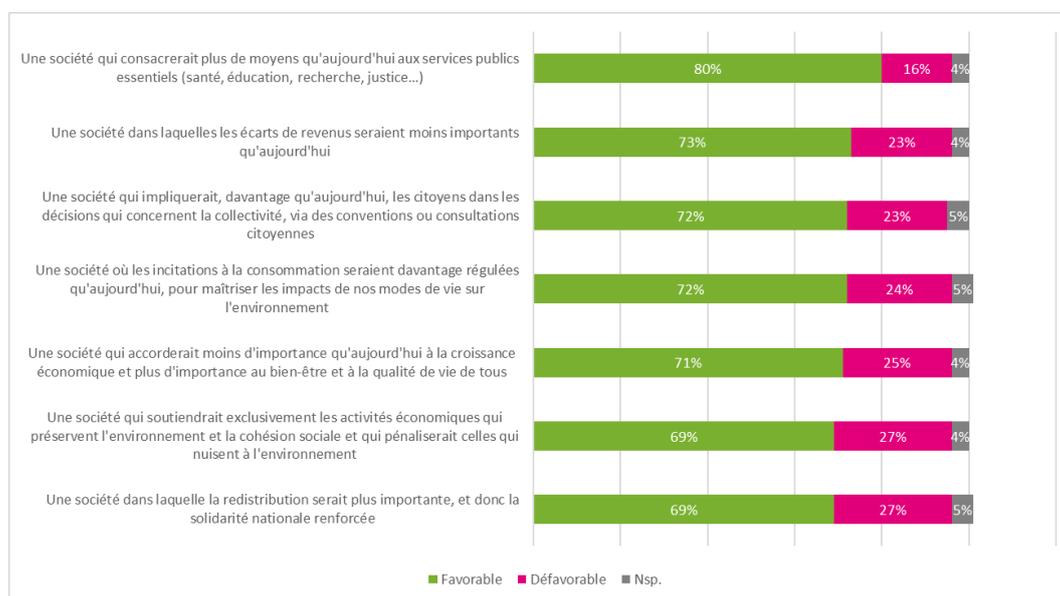
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

5. Le souhait largement partagé d'une société plus juste et plus écologique... mais peu d'espoir de la voir advenir à court terme

L'installation des préoccupations environnementales et du soutien à une fiscalité verte sont le signe d'une prise de conscience de problèmes actuels pour lesquels il s'agit de trouver des solutions collectives à l'avenir. Ainsi, les Français souhaitent que la société se transforme et évolue vers de nouveaux horizons. En janvier 2021, le souhait de voir la société se transformer repart à la hausse après 3 ans de recul : 73% des Français partagent ce souhait. Et le souhait que cette transformation soit radicale progresse : 33% souhaitent des changements radicaux, +5 points par rapport à 2020. Pourtant, depuis 2018 et la série de réformes engagées par les gouvernements d'Emmanuel Macron (fiscalité, institutions, retraites, fonction publique, assurance-chômage...), les velléités de transformer la société avaient fortement reculé. Alors qu'en janvier 2017, 85% de la population pensait que la société avait besoin de se transformer profondément, ils n'étaient plus que 68% début 2020.

Les chantiers prioritaires au cœur des transformations futures sont clairement annoncés. Les Français souhaitent des services publics plus forts, une société avec moins d'inégalités, plus de démocratie et un accent mis sur l'écologie. 80% se déclarent favorables à un renforcement des services publics essentiels, 72% plaideraient en faveur d'une réglementation imposée sur la consommation afin de maîtriser l'impact de nos modes de vie sur l'environnement et 69% soutiennent l'idée, plutôt disruptive, d'une société qui soutiendrait uniquement les activités favorables à l'environnement et la cohésion sociale et qui pénaliserait tout le pan d'activités économiques nocives pour l'environnement.

Graphique 5 – Pendant le confinement du printemps 2020, plusieurs personnalités ont appelé à saisir l'opportunité de la crise pour transformer profondément notre société actuelle. A propos de différentes pistes qui ont été évoquées pour le « monde d'après », pouvez-vous indiquer si vous personnellement, vous y êtes favorable ?



Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations des Français, janvier 2021

Plus en détail, ce sont les plus âgés et les classes moyennes supérieures qui rêvent le plus majoritairement d'un futur plus vert. Ainsi, 62% des moins de 25 ans adhèrent à l'idée de « soutenir exclusivement les activités qui préservent l'environnement et la cohésion sociale et de pénaliser celles qui nuisent à l'environnement », contre 77% des 60-69 ans, 74% des retraités ou encore 75% des classes moyennes supérieures. De même, 63% des moins de 25 ans contre 76% des 60-69 ans se déclarent favorables à « une société qui accorderait moins d'importance à la croissance économique au profit du bien-être et de la qualité de vie de tous ». Il en va de même concernant l'implication des citoyens : 65% des moins de 25 ans contre 80% des 60-69 ans se déclarent favorables à « une société qui impliquerait davantage les citoyens dans les décisions qui concernent la collectivité ».

On peut expliquer ce léger retrait de la part des jeunes par une difficulté générale à se projeter dans l'avenir. Une difficulté largement conditionnée par l'expérience de la crise sanitaire. Par exemple, en 2021, 60% des jeunes se montrent confiants face à l'avenir (-7 points par rapport à 2020) mais seulement 36% considèrent que c'est une bonne période pour se lancer dans un projet, contre 56% en 2019.

En revanche, la sensibilité environnementale semble globalement jouer. 82% des très sensibles soutiendraient par exemple l'idée de pénaliser ceux qui nuisent à l'environnement ou encore la proposition d'une consommation plus régulée, contre 45% et 44% des non-sensibles aux questions environnementales. Dans une moindre mesure, les personnes favorables à payer personnellement plus de taxes affectées à la défense de l'environnement soutiennent également plus souvent ces mesures que ceux qui ne souhaitent pas payer des taxes spécifiques.

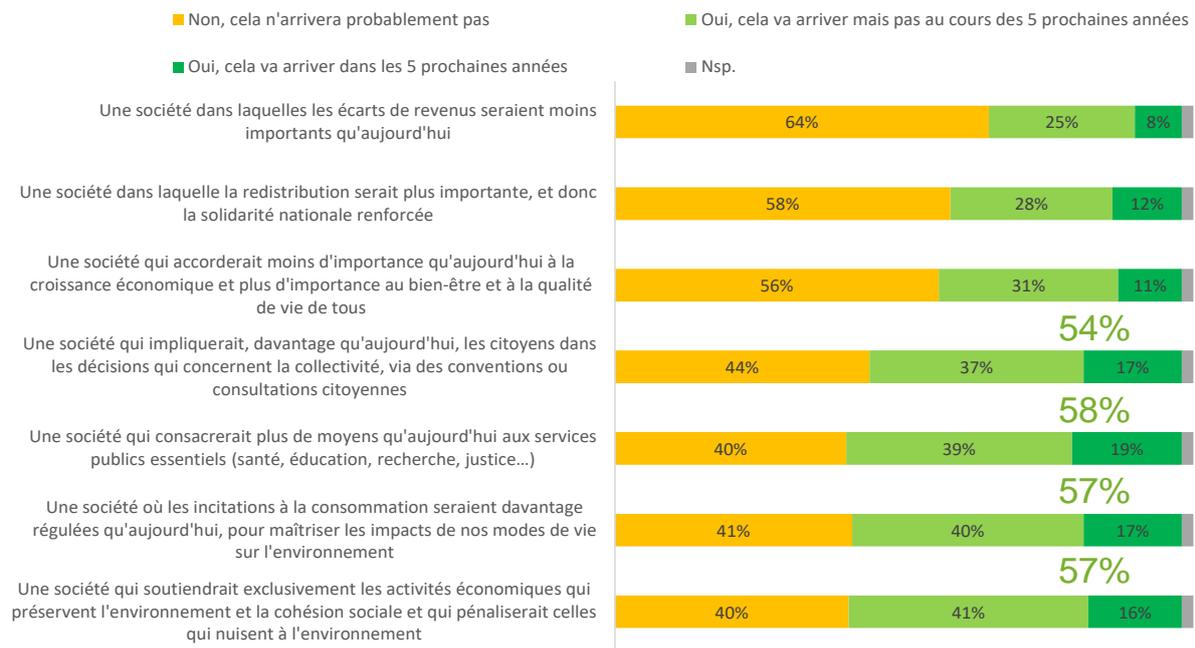
S'agissant plus spécifiquement des mesures de régulation de la consommation pour maîtriser les impacts de nos modes de vie sur l'environnement, on constate un enthousiasme atténué chez les catégories modestes (66% contre 76% des classes moyennes supérieures) et chez les non diplômés (57% contre 75% des diplômés du supérieur), probablement motivé par des difficultés ou des considérations de pouvoir d'achat ou le désir d'accéder à la société de consommation. Par ailleurs, 81% de ceux qui pensent que la priorité doit être donnée aux règles collectives pour limiter les comportements nocifs se montrent favorables à une régulation de la consommation contre 63% de ceux qui pensent que les libertés individuelles doivent être préservées.

Si ces différents scénarios pour la société de demain sont majoritairement approuvés par les Français, nos concitoyens sont partagés quant à **la probabilité de leur réalisation**. En somme, **les Français sont plutôt optimistes s'agissant de la réalisation des propositions concernant l'environnement, mais plus sceptiques au sujet des mesures de justice sociale**.

En effet, une majorité de Français estime que des mesures en faveur de la justice sociale ou encore un changement de paradigme économique (moins de croissance et plus de bien-être) ne se réaliseront pas : 64% pensent que les écarts de revenus ne seront pas réduits, 58% ne croient pas à une plus grande redistribution des richesses, et 56% sont pessimistes quant à l'avènement d'une société qui privilégierait le bien-être à la croissance économique. A l'inverse, **une majorité** (près de six Français sur dix) **pense que la société du futur sera plus verte**, avec une meilleure maîtrise des impacts de nos modes de vie et un modèle économique plus respectueux de l'environnement.

Cet espoir est un peu plus prononcé chez les jeunes et chez les personnes favorables aux taxes environnementales. Par exemple, près d'un quart des moins de 25 ans ou des étudiants pensent qu'une société plus verte a de fortes chances d'advenir dans les cinq prochaines années (16% en population générale). Sur cette question l'optimisme, même s'il reste minoritaire, est également légèrement plus présent chez les personnes favorables à une taxation carbone ou environnementale : respectivement 25% et 23% d'entre eux pensent que dans les 5 ans, la société soutiendra exclusivement les activités économiques qui préservent l'environnement et la cohésion sociale.

Graphique 6 – Et pensez-vous que la société française va s'orienter vers ces changements au cours des 5 prochaines années ?



Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations des Français, janvier 2021

À propos du CREDOC et de l'enquête « Conditions de vie et aspirations »

Cette note a été élaborée à partir de l'enquête « Conditions de vie et aspirations », dispositif existant depuis 1978. La vague d'enquête de janvier 2021 a été réalisée en ligne, auprès d'un échantillon de 3 000 individus représentatifs de la population âgée de 15 ans et plus, résidente en France métropolitaine, en Corse et dans les DOM. L'échantillon est structuré de la façon suivante : grande région (12 modalités), sexe, âge (5 modalités), profession - catégorie sociale (8 modalités), taille d'agglomération (9 modalités), type de logement (individuel ou collectif). Les quotas sont déterminés à partir des données du recensement de la population le plus récent, redressées par les derniers résultats disponibles de l'enquête Emploi et du bilan démographique de l'INSEE.

Le CRÉDOC, Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie, est un organisme d'études et de recherche au service des acteurs de la vie économique et sociale. Depuis sa création, il y a maintenant plus de 60 ans, le CRÉDOC analyse et anticipe le comportement des individus dans leurs multiples dimensions : consommateurs, agents de l'entreprise, acteurs de la vie sociale. Il a mis en place depuis 1978 un dispositif permanent d'enquêtes sur les modes de vie, opinions et aspirations des Français et s'est spécialisé dans la construction de systèmes d'information, dans les enquêtes quantitatives ad hoc, dans les enquêtes qualitatives par entretien ou réunions de groupe et dans l'analyse lexicale.

Le CRÉDOC développe des outils méthodologiques qui intègrent les acquis les plus récents de la recherche et qui garantissent la qualité de ses travaux d'études. Cela lui permet de produire des analyses synthétiques sur la société française qui sont rendues publiques et qui participent au débat national.

L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique - nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, air, économie circulaire, alimentation, déchets, sols, etc., nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

LES COLLECTIONS DE L'ADEME



FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.



CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.



ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.



EXPERTISES

L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard.



HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.

Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale : l'opinion des Français en 2021

Cette note de synthèse présente les résultats des questions insérées par l'ADEME dans le dispositif d'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC concernant la vague d'enquête de janvier 2021.

Les préoccupations environnementales reculent légèrement par rapport à l'année précédente, mais restent parmi les sujets qui inquiètent le plus nos concitoyens.

Par rapport à la période pré-crise sanitaire, le consentement à payer des taxes dédiées à la protection de l'environnement ou une taxe carbone progresse régulièrement depuis janvier 2020. Au total, 61% de la population se prononce en faveur d'une taxe carbone sous conditions. Globalement, la population souhaite que les pouvoirs publics agissent. Et parmi les objectifs qui leur sont assignés pour la sortie de crise, la relocalisation et la réduction des impacts de l'homme sur l'environnement font partie du trio de tête, avec le renforcement des services publics.

Les trois-quarts des Français jugent que la société doit se transformer de manière importante. Et lorsqu'il s'agit d'esquisser une société « idéale », les Français sont très largement en faveur d'une société moins inégalitaire, plus démocratique et écologique, mais ont peu d'espoir de la voir advenir à moyen terme.

